

"Tourner en rond ?" dans La Libre Belgique (16 juillet 1994)

Légende: Le 16 juillet 1994, le quotidien La Libre Belgique s'interroge sur les capacités de Jacques Santer, Premier ministre luxembourgeois, à succéder efficacement à Jacques Delors au poste de président de la Commission européenne.

Source: La Libre Belgique. 16-17.07.1994, n° 196-197; 111e année. Bruxelles: Edition de la Libre Belgique S.A.

Copyright: (c) La Libre Belgique

Le présent article est reproduit avec l'autorisation l'Editeur, tous droits réservés. Toute utilisation ultérieure doit faire l'objet d'une autorisation spécifique de la société de gestion Copiepresse info@copiepresse.be

URL: [http://www.cvce.eu/obj/"tourner_en_rond_"_dans_la_libre_belgique_16_juillet_1994-fr-ee497ad6-aac9-4a75-a4e0-5f7472f5b4d0.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 18/09/2012

Tourner en rond ?

La crise ouverte par l'incapacité des Douze à donner un successeur à Jacques Delors est officiellement terminée. Le nouveau président de la Commission européenne est précédé d'une réputation politique qui n'est certes pas des meilleures. Il serait cependant mal venu de le juger avant même qu'il n'ait eu l'occasion de faire ses preuves. Il arrive que l'homme grandisse la fonction : Jacques Delors l'a magistralement démontré. Il arrive aussi que la fonction grandisse l'homme.

Au-delà de la personnalité de Jacques Santer, la manière dont celui-ci a été finalement choisi relance cependant une crise endémique dont souffre plus que jamais la construction européenne. Les péripéties de la succession de Jacques Delors ont fait cette démonstration qui n'est pas neuve mais est d'autant plus spectaculaire qu'elle concerne une fonction essentielle : la nécessité de trouver un consensus à Douze débouche inévitablement sur la solution la plus minimaliste.

La France et l'Allemagne avaient poussé, avec Jean-Luc Dehaene, un candidat dont on pouvait croire qu'il serait un bâtisseur européen. Paris et Bonn avaient dès lors été contraints de ne pas s'embarrasser d'un grand souci de concertation. Londres en avait pris prétexte pour dire non à un « dangereux fédéraliste ». Si Jacques Santer a fait ensuite l'unanimité sur son nom, c'est parce que l'homme, à tort ou à raison, n'apparaît pas comme tel.

Or, précisément, pour dépasser des problèmes structurels comme celui du consensus, on attendait à la tête de la Commission un homme capable de mener à bien les indispensables réformes qui s'imposent aux institutions communautaires. Réformes qui, en raison même de la nature de ces institutions et des solutions qu'elles imposent inévitablement, pourraient bien à présent se voir sinon compromises, du moins retardées. Et c'est donc à tourner en rond que l'Europe risque de se retrouver condamnée. Une crise se termine. Une autre s'aggrave.